

8 juillet 2009

ENREGISTRÉ I.C.P.E.



Liberté . Égalité . Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DU MORBIHAN

COURRIER ARRIVE

16 JUL. 2009

Direction des Services Vétérinaires

Direction de l'Aménagement du Territoire
et des Affaires Financières
Bureau de l'environnement

ARRÊTÉ DE PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES du 8 juillet 2009
relatif au déversement des effluents dans la station d'épuration de l'établissement
SOCIÉTÉ LAITIÈRE DE PONTIVY - LE SOURN

Le Préfet du Morbihan
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le titre 1^{er} livre V de la partie législative du Code de l'Environnement ;

Vu le titre 1^{er} livre V de la partie réglementaire du Code de l'Environnement ;

Vu les articles R 511- 9 et 10 sur la nomenclature et les annexes correspondantes et les articles R 512-1 à 517-10 du livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet coordonnateur du bassin Loire-Bretagne en date du 09 janvier 2006 qui étend les zones sensibles à l'ensemble des masses d'eaux de surface continentales et littorales du bassin Loire-Bretagne à l'exception des masses d'eaux littorales situées au sud de l'estuaire de la Loire ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2005 modifié relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

Vu la circulaire du 05 janvier 2009 relative à la mise en oeuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique présentes dans les rejets des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 06 février 1985 réglementant la **SOCIÉTÉ LAITIÈRE DE PONTIVY** dont le siège social est situé *rue Charles Le Tellier 56300 LE SOURN* en vue d'être autorisée à exploiter à la même adresse une unité de traitement et de transformation de lait classée, à titre principal, sous la rubrique **2230** de la nomenclature des Installations Classées ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06 février 1985, réglementant les valeurs de rejets des effluents aqueux de l'industriel SLP admissibles dans le BLAVET ;

Vu l'étude d'impact simplifiée datée du 13 janvier 2009 portant sur la détermination de la norme de rejet Phosphore de la station d'épuration SLP dans le BLAVET ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées du 26 mars 2009;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2009 accordant délégation de signature à M. HUSSON, Secrétaire Général de la Préfecture du Morbihan ;

Vu l'avis émis par le CODERST en sa séance du 2 juin 2009 ;

Vu le projet d'arrêté complémentaire porté à la connaissance de l'exploitant le 8 juin 2009 ;

Vu la réponse de l'exploitant le 19 juin 2009 ;

Vu la lettre de l'inspecteur des installations classées à l'exploitant du 2 juillet 2009 ;

Considérant que le respect des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement nécessitent la prise en compte de valeurs limites de rejets sur le paramètre Phosphore inexistantes au moment de la demande ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture du Morbihan ;

ARRETE

Article 1er : Le contenu de l'article II – B – 7 Réduction de la pollution contenue dans les eaux résiduaires industrielles. Déversement des effluents dans une station d'épuration propre à l'établissement puis rejet dans le milieu naturel (LE BLAVET) est abrogé et remplacé comme suit :

Les eaux industrielles seront traitées avant d'être déversées dans le milieu naturel – rivière LE BLAVET dans le bief du Signan à l'aval du Pont Kennedy au PK 3.630 et devront répondre aux conditions énoncées ci-dessous :

Débit journalier Maxi	Débit Maximal instantané	Débit moyen ne pouvant être dépassé pendant aucune période de	
		2 heures consécutives	24 heures consécutives
2 000 m ³ /j	130 m ³ /h	105 m ³ /h	84 m ³ /h

L'émissaire assurant l'évacuation de l'effluent épuré dans le milieu récepteur sera équipé d'un dispositif permettant de mesurer et d'enregistrer en continu le débit du rejet.

Cet émissaire devra être aisément accessible en toutes circonstances à l'inspecteur des installations classées ainsi qu'aux agents chargés de la police des eaux, et aménagé de telle sorte à pouvoir amener du matériel de mesure ainsi qu'exécuter des prélèvements dans l'effluent.

PARAMETRES	La concentration de l'effluent rejeté devra être inférieure ou égale à	
	Moyenne mesurée sur 12 heures	Moyenne mesurée sur 24 heures
Matières en suspension (MES)	60 mg/l	60 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	120 mg/l	90 mg/l
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	40 mg/l	26 mg/l
	Moyenne mensuelle	
Azote Ammoniacal (N-NH4)	30 mg/l	

Phosphore Total (Pt)		Etiage (mai – octobre)	Hors Etiage (novembre - avril)
		2 mg/l	4 mg/l

PARAMETRES	Flux de pollution rejeté qui ne peut être dépassé penda 1t aucune période		
	2 heures consécutives	24 heures consécutives	
Matières en suspension (MES)	12 kg	120 kg	
Demande chimique en oxygène (DCO)	24 kg	180 kg	
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	8 kg	52 kg	
	Moyenne mensuelle		
Azote Ammoniacal (N-NH4)	60 kg/j		
Phosphore Total (Pt)		Etiage (mai – octobre)	Hors Etiage (novembre - avril)
		4 kg/j	8 kg/j

Selon les préconisations du SDAGE, les valeurs en concentration sur le paramètre phosphore pourront être sévériées.

Le programme d'autosurveillance des eaux usées est réalisé selon les modalités suivantes :

PARAMETRES	UNITES	FREQUENCES
Volume	m3/j	journalière
PH		journalière
Matières en suspension (MES) *	mg/l et kg/j	hebdomadaire
Demande chimique en oxygène (DCO)	mg/l et kg/j	journalière
Demande biochimique en oxygène (DBO5)*	mg/l et kg/j	bimensuelle
Azote Global (NGL) *	mg/l et kg/j	bimensuelle
Azote Ammoniacal (N-NH4) *	mg/l et kg/j	bimensuelle
Nitrate (N-NO3) *	mg/l et kg/j	bimensuelle
Nitrite (N-NO2) *	mg/l et kg/j	bimensuelle
Phosphore total (Pt) *	mg/l et kg/j	hebdomadaire

* Le suivi est réalisé sur le rejet d'eaux résiduaires industrielles, sur la base d'un planning prévisionnel annuel, à partir d'échantillon(s) prélevé(s) sur une durée de vingt-quatre heures et sur jours tournants pour les paramètres concernés.

En cas de dépassement des valeurs limites autres que journalières fixées au présent article, la fréquence des contrôles analytiques pourra être renforcée, à la charge de l'industriel, pour les paramètres concernés par le dépassement à une fréquence définie en accord avec l'inspection et ce, tant que les valeurs resteront au delà des limites autorisées.

Les résultats de ces mesures sont transmis mensuellement, avant le 20 du mois suivant, à l'inspecteur des installations classées avec les paramètres représentatifs de l'activité de l'établissement (tonnage journalier de matières entrantes).

Au moins une fois par an, la chaîne de comptage des effluents en sortie des installations de traitement des eaux usées fait l'objet d'une vérification par un organisme tiers compétent choisi en accord avec l'inspection des installations classées (étalonnages, le cas échéant et fonctionnement des appareils) avec calage analytique des effluents lorsque les analyses ne sont pas réalisées dans un laboratoire agréé.

Les analyses réalisées dans le cadre des exigences fixées par l'agence de l'eau peuvent être utilisées pour répondre aux obligations du présent article sous réserve que ces analyses aient été effectuées par un laboratoire agréé.

L'inspecteur des installations classées peut à tout moment réaliser des prélèvements d'effluents. Les frais de prélèvements et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.

Article 2 – Substances dangereuses

Le présent article vise à fixer les modalités de surveillance provisoire des rejets de substances dangereuses dans l'eau afin d'améliorer la connaissance qualitative et quantitative des rejets de ces substances.

Article 2.1. Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses

1. Les prélèvements et analyses réalisés en application du présent arrêté doivent respecter les dispositions visées à l'annexe 5 de la circulaire RSDE du 05 janvier 2009 jointe en annexe du présent arrêté.
2. Pour l'analyse de ces substances, l'exploitant doit faire appel à un laboratoire d'analyse accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice « Eaux résiduaires », pour chaque substance à analyser.
3. L'exploitant doit être en possession de l'ensemble des pièces suivantes fournies par le laboratoire qu'il aura choisi avant le début des opérations de prélèvement et de mesures afin de s'assurer que ce prestataire remplit bien les dispositions de l'annexe 5 de la circulaire RSDE du 05 janvier 2009 :
 - 1°) Justificatifs d'accréditations sur les opérations de prélèvement (si disponible) et d'analyse de substances dans la matrice « Eaux résiduaires » comprenant a minima :
 - a. Numéro d'accréditation
 - b. Extrait de l'annexe technique sur les substances concernées.
 - 2°) Liste de références en matière d'opérations de prélèvements de substances dangereuses dans les rejets industriels.
 - 3°) Tableau des performances et d'assurance qualité précisant les limites de quantification pour l'analyse des substances qui doivent être inférieures ou égales à celles figurant à l'article 2.2.
 - 4°) Attestation du prestataire s'engageant à respecter les prescriptions figurant à l'annexe 5 de la circulaire RSDE du 05 janvier 2009 jointe en annexe du présent arrêté. Les modèles des documents mentionnés aux points 3°) et 4°) précédents sont disponibles à l'annexe 5 de la circulaire RSDE du 05 janvier 2009 jointe.
4. Dans le cas où l'exploitant souhaite réaliser lui-même le prélèvement des échantillons, celui-ci doit fournir à l'inspection des installations classées avant le début des opérations de prélèvement et de mesures, les procédures qu'il aura établies démontrant la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques de prélèvement et de mesure de débit.

Ces procédures doivent intégrer les points détaillés aux paragraphes 3.2 à 3.6 du document joint en annexe du présent arrêté et préciser les modalités de traçabilité de ces opérations. En tout état de cause, seuls les prélèvements réalisés dans le cadre de la surveillance pérenne visée à l'article 2.3. pourront être réalisés par l'exploitant : ceux réalisés dans le cadre de la surveillance initiale visée à l'article 2.2. devront être réalisés par le laboratoire accrédité visé ci-dessus.

Article 2-2 - Mise en oeuvre de la surveillance initiale

– Programme de surveillance initiale

l'exploitant met en oeuvre **avant le 01 janvier 2011** un programme de surveillance des substances dangereuses dans les eaux industrielles en sortie de la station de traitement interne. Les prélèvements et analyses sont réalisés mensuellement, pendant 6 mois. Les prélèvements sont réalisés sur une durée de 24 heures, proportionnellement au débit, dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations, y compris des différents cycles de nettoyage. Les substances à analyser et la limite de quantification à atteindre lors de l'analyse sont les suivantes :

Substance	Catégorie de Substance (1 = dangereuses prioritaires, 2 = prioritaires, 3 = pertinentes, 4 = autres)	Objectif global de réduction associé en % (confer : circulaire du 7 mai 2007)	Limite de quantification à atteindre par substance par les laboratoires en µg/l (source : annexe 5.2 de la circulaire RSDE du 05 janvier 2009)	Valeurs limites admissibles vis à vis du milieu : 10*NQE ou 10*NQEp (confer article 2)
Chloroforme	2	30%	1	
Cuivre et ses composés	4	10%	5	
Nickel et ses composés	2	30%	10	
Z Zinc et ses composés	4	10%	10	
<i>N Nonylphénols</i>	<i>1</i>	<i>50%</i>	<i>0,1</i>	
<i>Acide chloroacétique</i>	<i>4</i>	<i>10%</i>	<i>16</i>	
<i>Cadmium et ses composés</i>	<i>1</i>	<i>50%</i>	<i>2</i>	
<i>Chrome et ses composés</i>	<i>4</i>	<i>10%</i>	<i>5</i>	
<i>Fluoroanthène</i>	<i>2</i>	<i>30%</i>	<i>0,01</i>	
<i>Mercure et ses composés</i>	<i>1</i>	<i>50%</i>	<i>0,5</i>	
<i>Naphtalène</i>	<i>2</i>	<i>30%</i>	<i>0,05</i>	
<i>Plomb et ses composés</i>	<i>2</i>	<i>30%</i>	<i>5</i>	
<i>Tétrachlorure de carbone</i>	<i>3</i>	<i>10%</i>	<i>0,5</i>	
<i>Tributylétain cation</i>	<i>1</i>	<i>50%</i>	<i>0,02</i>	
<i>Dibutylétain cation</i>	<i>4</i>	<i>10%</i>	<i>0,02</i>	
<i>Monobutylétain cation</i>	<i>4</i>	<i>10%</i>	<i>0,02</i>	
<i>Trichloroéthylène</i>	<i>3</i>	<i>10%</i>	<i>0,5</i>	

Les substances figurant en italique sont à rechercher sauf si elle ne sont pas susceptibles d'être émises. Dans ce cas et pour être exonéré de ce contrôle, l'exploitant doit transmettre à l'inspection, pour avis, un dossier argumenté démontrant de manière explicite, l'impossibilité d'émission de tout ou partie de ces substances dans ses rejets .

– Rapport de synthèse de la surveillance initiale

L'exploitant doit fournir au plus tard le **01 octobre 2011** un rapport de synthèse de la surveillance initiale devant comprendre :

- un tableau récapitulatif des mesures sous une forme synthétique. Ce tableau comprend, pour chaque substance, sa concentration et son flux, pour chacune des mesures réalisées. Le tableau comprend également les concentrations minimale, maximale et moyenne mesurées sur les six échantillons, ainsi que les flux

minimal, maximal et moyen calculés à partir des six mesures et les limites de quantification pour chaque mesure ;

- l'ensemble des rapports d'analyses réalisées en application du présent chapitre ;

- dans le cas où l'exploitant a réalisé lui-même les prélèvements des échantillons, l'ensemble des éléments permettant d'attester de la traçabilité de ces opérations de prélèvement et de mesure de débit ;

- des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances rejetées, notamment au regard des activités industrielles exercées et des produits utilisés ;

- des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant souhaite demander l'abandon de la surveillance des substances présentes dans le rejet des eaux industrielles qui répondront à au moins l'une des trois conditions suivantes (la troisième n'étant remplie que si les deux critères 3.1 et 3.2 qui la composent sont tous deux respectés) :

1. Il est clairement établi que ce sont les eaux amont qui sont responsables de la présence de la substance dans les rejets de l'établissement ;

2. Toutes les concentrations mesurées pour la substance sont strictement inférieures à la limite de quantification définie pour cette substance dans le tableau ci-dessus ;

3. 3.1 – Toutes les concentrations mesurées pour la substance sont inférieures à $10 \times \text{NQE}$ (norme de qualité environnementale ou, en l'attente de leur adoption en droit français,

- $10 \times \text{NQEp}$, norme de qualité environnementale provisoire fixée dans la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007) ;

- ET 3.2 – Tous les flux journaliers calculés pour la substance sont inférieurs à 10% du flux journalier théorique admissible par le milieu récepteur (le flux journalier admissible étant calculé à partir du produit du débit mensuel d'étiage de fréquence quinquennale sèche QMNA5 et de la NQE ou NQEp conformément aux explications de l'alinéa précédent).

- des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant souhaite adopter un rythme de mesures autre que trimestriel pour la poursuite de la surveillance ;

- le cas échéant, les résultats de mesures de qualité des eaux d'alimentation en précisant leur origine (superficielle, souterraine ou adduction d'eau potable).

Article 2-3 - mise en œuvre de la surveillance pérenne

- Programme de surveillance pérenne

L'exploitant poursuit au plus tard à compter du **1er janvier 2012** le programme de surveillance des substances dangereuses dans les mêmes conditions que celles visées à l'article 2.2., modifiées suivant les deux points suivants :

- liste des substances dangereuses à analyser : substances visées à l'article 2.2., sauf celles dont l'abandon aurait été justifié dans le rapport de synthèse de la surveillance initiale ;

- périodicité : 1 mesure par trimestre pendant 2 ans et 6 mois, soit 10 mesures.

Lors de cette phase de surveillance, l'inspection des installations classées peut demander par écrit à l'exploitant d'adapter si besoin, en terme de substances ou de périodicité, le programme de surveillance qu'il a proposé de poursuivre, au vu du rapport établi sur la base du rapport de la synthèse initiale exigée à l'article 2.2. du présent arrêté et d'éléments complémentaires d'informations connues concernant notamment l'état de la masse d'eau à laquelle le rejet est associé.

Etude technico-économique

L'exploitant fournira à l'inspection des installations classées **au plus tard le 1er juillet 2013** une étude technicoéconomique, accompagnée d'un échéancier de réalisation pouvant s'échelonner jusqu'en 2021 répondant aux objectifs suivants pour l'ensemble des substances figurant dans la surveillance prescrite par le programme de surveillance pérenne ci-dessus :

- pour les substances dangereuses prioritaires figurant aux annexes 9 et 10 de la Directive Cadre Européenne sur l'Eau : possibilités de réduction à l'échéance 2015 et de suppression à l'échéance 2021 ;

- pour les substances prioritaires figurant aux annexes 9 et 10 de la Directive Cadre Européenne sur l'Eau : possibilités de réduction aux échéances 2015 et 2021 ;

- pour les substances pertinentes figurant à la liste 2 de l'annexe I de la directive 2006/11/CE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique, lorsqu'elles sont émises avec un flux supérieur à 20% du flux admissible dans le milieu : possibilités de réduction aux échéances 2015 et 2021 ;

- pour les substances pertinentes figurant à la liste 2 de l'annexe I de la directive 2006/11/CE susvisée, lorsqu'elles sont émises avec un flux inférieur à 20% du flux admissible dans le milieu mais pour lesquelles la

norme de qualité environnementale n'est pas respectée : possibilités de réduction aux échéances 2015 et 2021.

Cette étude devra mettre en exergue les substances dangereuses dont la présence dans les rejets doit conduire à les supprimer, à les substituer ou à les réduire, à partir d'un examen approfondi s'appuyant notamment sur les éléments suivants :

- les résultats de la surveillance prescrite ;
- l'identification des produits, des procédés, des opérations ou des pratiques à l'origine de l'émission des substances dangereuses au sein de l'établissement ;
- un état des perspectives d'évolution de l'activité (process, niveau de production ...) pouvant impacter dans le temps qualitativement ou quantitativement le rejet de substances dangereuses ;
- la définition des actions permettant de réduire ou de supprimer l'usage ou le rejet de ces substances. Sur ce point, l'exploitant devra faire apparaître explicitement les mesures concernant la ou les substances dangereuses prioritaires et celles liées aux autres substances. Les actions mises en oeuvre et/ou envisagées devront répondre aux enjeux vis à vis du milieu, notamment par une comparaison, pour chaque substance concernée, des flux rejetés et des flux admissibles dans le milieu. En particulier, l'exploitant définira un plan d'actions approprié dans le cas d'un rejet effectué dans une masse d'eau déclassée due à la présence excédentaire des substances dangereuses. Ce plan d'actions sera assorti d'une proposition d'échéancier de réalisation.

Pour chacune des substances devant être réduite ou supprimée dans le rejet, l'étude devra faire apparaître l'estimation chiffrée pour chaque substance concernée, du rejet évité par rapport au rejet annuel moyen de l'installation (en valeur absolue en kg/an et en valeur relative en %), et être comparée avec les objectifs de réduction ou de suppression ci-avant précisée.

Un bilan d'étape présentant l'état d'avancement de l'étude (actions engagées, programmées ...) sera fourni à l'inspection des installations classées **au plus tard le 1er avril 2012**.

Rapport de synthèse de la surveillance pérenne

L'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées **au plus tard le 1er juillet 2014** un rapport de synthèse de la surveillance pérenne dans les formes prévues par le rapport de synthèse de la surveillance initiale.

Ce rapport devra conduire l'exploitant à proposer la nature du programme de surveillance à poursuivre selon les dispositions du présent article et en fonction des conclusions de l'étude technico-économique réalisée.

Actualisation du programme de surveillance pérenne

L'exploitant poursuit au plus tard à compter du 1er juillet 2015 le programme de surveillance des substances dangereuses dans les mêmes conditions que celles visées par le programme de surveillance pérenne, modifiées suivant les deux points suivants :

. liste des substances dangereuses à analyser : substances visées à l'article 2.2., sauf celles dont l'abandon aurait été justifié dans les rapports de synthèse de la surveillance initiale et de la surveillance pérenne ;

. périodicité : 1 mesure par trimestre ;

En cas d'évolution dans les produits, des procédés, des opérations ou des pratiques susceptibles d'être à l'origine de l'émission dans les rejets de nouvelles substances dangereuses au sein de l'établissement, l'exploitant est tenu d'actualiser le cadre de sa surveillance à ces nouvelles substances. Il en informera l'inspection des installations classées.

Article 3 – Les prescriptions relatives au respect des valeurs de rejets et fréquences d'autosurveillance pour le paramètre phosphore du présent arrêté sont applicables **dans un délai de 4 mois** après sa notification à l'exploitant.

Article 4 - En cas d'inobservation des dispositions ci-dessus les sanctions prévues à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement pourront être appliquées sans préjudice de sanctions pénales.

Article 5 - Les frais inhérents à l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 6 - Affichage

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions imposées, et faisant connaître qu'une copie du dit arrêté est déposée aux archives de la Mairie de LE SOURN avec mise à disposition de tout intéressé, sera

affiché aux portes de la Mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités seront établis par les soins du Maire de la commune précitée et adressée à la Préfecture du Morbihan. Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible au niveau de la station d'épuration par les soins du bénéficiaire.

Un avis sera inséré par les soins du préfet du département du Morbihan, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux d'annonces légales du département.

Article 7 - Le recours contentieux dont peut faire l'objet le présent arrêté doit intervenir devant la juridiction compétente dans un délai de 2 mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée. Pour les tiers, personnes physiques ou morales, la commune intéressée ou leurs groupements, le délai de recours est de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Article 8 - Copie du présent arrêté sera remis à Monsieur le directeur de la société Laitière du Blavet qui devra toujours l'avoir en sa possession et le présenter à toute réquisition.

Article 9 - Le secrétaire général de la préfecture du MORBIHAN, le Maire de la commune de LE SOURN l'Inspecteur des Installations Classées de la Direction Départementale des services vétérinaires sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Copie du présent arrêté sera adressée pour information à :

- Mme le Sous-Préfet de Pontivy
- MM. les Maires de LE SOURN, PONTIVY et ST THURIAU
- M. le Directeur Départemental des Services Vétérinaires
8, Avenue Edgar Degas- 56019 Vannes Cedex
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
Boulevard de la Résistance - 56000 Vannes
- M. le Directeur de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne
Avenue de Buffon - B.P. 6339 - 45064 Orléans Cedex 02

Copie du présent arrêté sera adressée pour notification à :

- M. le directeur de la SOCIETE LAITIERE DE PONTIVY
Rue Charles Le Tellier 56300 Le Sourn

Vannes, le **08 JUIL. 2009**

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général,


Yves HUSSON